



Envoyé en préfecture le 26/05/2021

Reçu en préfecture le 26/05/2021

Affiché le

**SLO**

ID : 034-213400229-20210525-DLP2021\_39-DE

# REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

### DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS

N° DLP2021-39 - Séance du 25/05/2021

#### ACTES

8. Domaines de compétences par thèmes

8.4 Aménagement du territoire

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	9	10

Vote	
Pour	10
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le 25 mai à 11h00, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Madame Marie-Thérèse AMALVY, Vice-Présidente du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par voie électronique aux membres du conseil d'administration le 21/05/2021. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 21/05/2021.

#### **Présents :**

Marie-Thérèse AMALVY, André TURQUAY, Madeleine SABASTIA, Bernard VIDAL, Michel BAUDOUR, Josiane DEVESA, Brigitte DEMURTAS, Marie-France TEXIER, Christiane GAUBERT, Bertrand LEENHARDT

#### **Absents excusés :**

Jean-Luc MEISSONNIER, Alain SOULIER, Hubert FABRITIUS

#### **Secrétaire de séance :**

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

**N° DLP2021-39 – DENOMINATION DE L'EHPAD LOUIS LAGET**

Le nouvel EHPAD situé dans le quartier Georges BIZET, vient d'être livré. Son changement de site géographique sur la commune implique de lui attribuer une nouvelle dénomination.

C'est en ce sens qu'il est demandé au conseil d'administration de se prononcer sur le changement de nom de l'établissement.

Il est donc proposé au conseil d'administration de le dénommer : L'EHPAD Louis LAGET, en mémoire de l'ancien Maire de la commune de BAILLARGUES.

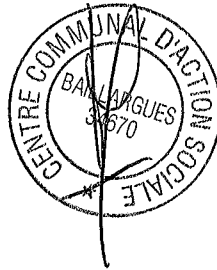
Le conseil d'administration ADOPTE la nouvelle dénomination de l'établissement : EHPAD Louis LAGET.

Pour extrait conforme,

Le 25/05/2021

La Vice-Présidente,

Marie-Thérèse AMALVY



*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*